



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20 décembre 2024

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Terres Bocage Gâtinais

RTE DE MONDREVILLE
77570 Château-Landon

Références : E/24-2899
Code AIOT : 0006500382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement Terres Bocage Gâtinais implanté 39, rue du Gâtinais 77570 Château-Landon. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terres Bocage Gâtinais
- 39, rue du Gâtinais 77570 Château-Landon
- Code AIOT : 0006500382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Terres Bocage Gâtinais (TBG) est autorisée à exploiter sur le site de CHÂTEAU LANDON diverses installations classées par arrêté préfectoral. L'installation concernée dite "site silo" concerne l'exploitation de silos soumis à autorisation pour la rubrique 2160-2-a.

L'établissement compte 4 silos dont :

- un silo métallique vertical « Roulin » comprenant 12 cellules ouvertes,

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 08/11/2023 de l'établissement Terres Bocage Gâtinais implanté 39, rue du Gâtinais 77570 Château-Landon, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Culture de sécurité** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article : 3 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- **Maintenance** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article : 4 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- **Equipements à l'origine de départ de feu** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article : 9 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- **Vidange silos en cas d'urgence** - Référence réglementaire : Autre du 08/12/2022 article : Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95) - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- **EDD** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009 article : 6.1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- **Modifications** - Référence réglementaire : Code de l'environnement article R.181-46 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

- un silo vertical béton comprenant 4 cellules ouvertes et un séchoir,
- un silo plat comprenant respectivement un séchoir et 5 cases ouvertes,
- un silo plat comprenant 1 case ouverte.

Les installations de stockage de céréales présentent des risques d'incendie et des risques d'explosion dans des conditions particulières.

Cet établissement est situé à proximité : d'habitations (la plus proche à 54 m de la limite de propriété), de la route D7 qui est en limite de propriété au nord, de la route D207 a qui se trouve à 80 m du site à l'Ouest, de la route D43 qui se trouve à 140 m du site au Sud.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter à connaissance diminution stock d'engrais 12/2023
- REX accidentologie silo
- Etude de dangers du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Vidange silos en cas d'urgence	Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	EDD	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 6.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Modifications	Code de l'environnement Article R181-46	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de la plupart des moyens de prévention contre les risques accidentels. Il devra poursuivre ses efforts pour assurer la pérennité de ceux-ci et améliorer son suivi des actions correctives et des engagements envers l'inspection des installations classées. La mise à jour de l'EDD intégrant les modifications apportées au site devra être fournie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : <i>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 11/07/2019 : L'exploitant n'a pas mis en place un plan de formation pour le personnel du site contrairement aux dispositions prévues à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra transmettre ce plan de formation et indiquer sur celui-ci les périodicités de renouvellement des formations.</i> L'exploitant dispose de la liste des formations réalisées par ses employés. Les cas de deux employés ont été examinés plus en détail. Cependant l'exploitant n'a pas identifié les formations qui sont indispensables pour ses activités et n'a pas clairement défini de périodicités de renouvellement ou de recyclage de ses formations. → Par conséquent la non-conformité n°1 de l'inspection du 17/07/2019 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 2 de l'inspection du 11/07/2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes établies lors des situations dégradées ou à risque contrairement aux dispositions prévues à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019.</p> <p>L'exploitant dispose de procédures notamment en cas d'incident qui n'appellent pas de remarque. Les procédures suivantes étaient présentes à l'accueil du silo : refroidissement par ventilation, transilage, séchage des grains, vérification de la conduite des installations, nettoyage des installations, détermination des situations dégradées, intervention en cas de sinistre de cellule et procédure de permis feu.</p> <p>→ Par conséquent la non-conformité n°2 de l'inspection du 11/07/2019 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité notable n° 3 de l'inspection du 11 juillet 2019 : Les travaux doivent faire l'objet d'un permis feu. L'exploitant ne remplit pas les conditions de permis feu contrairement aux dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019.</p> <p>L'exploitant rédige et archive ses permis de feu dans un classeur.</p> <p>L'examen par échantillonnage de permis de feu démontre que ceux-ci sont globalement bien renseignés, à l'exception de la consignation des rondes à réaliser après travaux, qui peut faire l'objet d'oubli, notamment en cas d'intervention d'une entreprise extérieure.</p> <p>Ont été examinés les permis du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17/10/23 travaux de 17 à 17h30 et ronde à 17h40 et 19h00 - 16/10/23 travaux de 9 à 15h00, ronde non consignée <p>→ La non-conformité notable n° 3 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.</p> <p>Observation n°20231108-1 : L'exploitant veillera à consigner les heures de réalisation des rondes après travaux dans les permis feu, y compris lorsqu'ils concernent des travaux réalisés par des entreprises extérieures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le site possède un système d'aspiration arrêtant automatiquement la manutention en cas de dysfonctionnement. Cette manutention est également équipée de contrôleur de rotation et de déport de bande à sécurité positive. L'asservissement de l'un des systèmes de dépoussiérage a été testé lors de la visite sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. L'exploitant a pu justifier d'un certificat de conformité de ses transporteurs à bande de marque Dunlop du 13/10/2009 possédant une résistance aux flammes conforme à la norme NF EN 20340.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Non-conformité notable n° 1 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités mentionnées dans les rapports de contrôle des installations électriques et de protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds dont certaines non-conformités ont déjà été signalées en 2018 contrairement aux dispositions prévues aux articles 6.2 et 6.3 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que toutes les non-conformités relevées dans les rapports sont levées.

L'inspection a contrôlé le rapport de vérification des installations électriques du 16/02/2023 qui présentait 15 écarts/remarques.

L'exploitant a entrepris des actions correctives afin de lever la majorité des non-conformités électriques. Certaines actions restent à finaliser ou à entreprendre, tels que sur l'insuffisance de l'indice de protection des brûleurs IP44 des séchoirs FA02 et FA01 et l'analyse des ventilateurs du sous-sol du silo béton non réalisée pour cause d'inaccessibilité. L'exploitant a indiqué qu'il mettra en configuration son brûleur 1 mais mettra probablement à l'arrêt le second.

L'exploitant devra également justifier si la mise à la terre indiquée dans la remarque n°10 du rapport Dekra (n°035591782301R003) et signalée comme résolue par l'exploitant a bien été faite car elle n'apparaît pas sur la facture de réalisation des travaux.

→ La non-conformité notable n° 1 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée et remplacée par :

Observation n°20231108-2 : L'exploitant transmettra les justificatifs attestant de la réalisation des actions correctives suite aux écarts identifiés dans le rapport de contrôle des installations électriques du 16/02/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Vidange silos en cas d'urgence

Référence réglementaire : Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)

Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion de crise

Prescription contrôlée :

Le BEA-RI recommande de mettre en place, en lien avec le constructeur du silo et les secours publics, une procédure d'ouverture et de vidange de ce dernier facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence d'alimentation électrique. Cette procédure doit également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.

Constats :

Il n'existe pas de procédure particulière visant à ouvrir et vidanger les cellules des silos en cas de situation d'urgence. En l'absence d'alimentation électrique, l'exploitant indique ne pas savoir comment vidanger ses cellules. Lors des échanges avec l'inspection, il a indiqué réfléchir à mettre en place un groupe électrogène ou à prévoir sa location en cas d'urgence.

Observation n°20231108-3 : L'exploitant veillera à mettre en place une procédure d'ouverture et de vidange de ses silos de céréales facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence

d'alimentation électrique. Cette procédure devra également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion de crise

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'état des stocks de céréales a été présenté et n'appelle pas de remarque. L'état des stocks par cellule était affiché en salle de contrôle.

Les inspecteurs ont consulté la FDS d'un insecticide utilisé dans les silos, le K-OBIOL ULV-6. La présence de ce produit n'a néanmoins pas été constaté par l'inspection lors de sa visite des installations mais sa rétention était bien présente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 6.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, EDD

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures répondent aux exigences des réglementations en vigueur.

L'exploitant définit :

- Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques, et notamment les zones identifiées dans l'étude de dangers. Ces zones sont reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
- La liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion, et

notamment ceux identifiés dans l'étude de dangers. Cette liste est systématiquement tenue à jour.

Le plan des zones à risque d'incendie et d'explosion et la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion sont notamment portés à la connaissance de l'organisme chargé de réaliser la vérification des installations électriques et du matériel utilisé, en référence aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004 modifié.

Constats :

Non-conformité n° 3 de l'inspection du 11/07/2019 : Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques ne sont pas en cohérences avec les zones identifiées dans l'étude de dangers contrairement aux dispositions prévues à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 11C 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra transmettre une étude de dangers à jour.

Suite à l'inspection de 2019, l'exploitant a transmis le 17/12/2019 une nouvelle étude. Celle-ci était incomplète. L'Inspection a relancé l'exploitant le 04/12/2020 afin qu'il ajoute les éléments manquants en prenant en particulier en compte les 3 principaux types de danger (auto-échauffement, incendie et explosion) ainsi que les risques de ruine.

La mise à jour de l'étude de dangers n'a cependant pas encore été réalisée. L'exploitant précise néanmoins avoir passé une commande pour sa mise à jour.

→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 11/07/2019 n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement Article R181-46

Thème(s) : Suite inspection 11/07/2019, Modifications

Prescription contrôlée :

(...)

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

(...)

Constats :

Non-conformité n° 4 de l'inspection du 11/07/2019 : L'exploitant n'a pas informé et transmis de porter à connaissance pour la modification de son site contrairement à l'article R.512-33-II du code de l'environnement. L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance avec toutes les informations nécessaires.

Le silo plat côté rue a fait l'objet d'une modification en passant de 5 cases à 1 case. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet de Seine-et-Marne.

→ La non-conformité n°4 de l'inspection du 11/07/2019 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant déclare les modifications qu'il entreprend sur son site, précise leur impact sur la situation administrative ainsi que sur les risques accidentels et chroniques par rapport à la situation existante et autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois